

Sur l'usage politique du scandale

Une affaire qui tourne : les affaires

AFFAIRE ELF, AFFAIRE DE LA mairie de Paris, du conseil régional de l'Île-de-France ou d'ailleurs, affaires Strauss-Kahn, cassette Méry mettant en cause directement le président de la République et maintenant affaire Falcone-Mitterrand, rien ne semble plus arrêter la marche triomphale de la justice dans sa quête de vérité. Nous n'étions pas habitués à voir ainsi les juges et les médias malmener, avec tant d'ardeur, les élites politiques, la prison constituant même l'aboutissement de la carrière politique pour un nombre croissant d'entre elles. Bref, tout se passe comme si l'impunité des puissants n'était plus de mise. La justice bourgeoise est-elle en train d'être reléguée

dans les oubliettes de l'histoire ? Les médias ne seraient-ils plus à la botte des pouvoirs ? Faut-il se réjouir de la déstabilisation de la classe politique ? Autant de questions qui nous invitent à comprendre comment et pourquoi fonctionne, ce qu'il est désormais convenu d'appeler, la politique du scandale.

Des scandales partout dans le monde et à toutes les époques

Tout d'abord, le phénomène des affaires n'est pas propre à la France. La quasi-totalité des régimes politiques ont été touchés, durant les dix dernières années, par une avalanche de scandales. Personne n'est épargné. Par exemple,

entretenait avec les Yakusa ; le parti du Congrès en Inde qui, après quarante-quatre années passées au pouvoir, est laminé aux élections de 1996 en raison d'un énorme scandale impliquant le Premier ministre Narasimha Rao ; sans compter les affaires de corruption touchant le président Roh en Corée du Sud ou le président Collor de Melo au Brésil, en passant par des chefs de l'armée russe et des hauts cadres de l'administration socialiste espagnole comme le gouverneur de la banque d'Espagne avouant avoir fraudé le fisc, le chef de la Guardia Civil balancé en prison pour pots-de-vin ou des ex-agents spéciaux de la police espagnole emprisonnés pour avoir organisé des attentats contre les indépendantistes basques et qui se retournèrent contre le gouvernement en impliquant notamment le ministre de l'Intérieur.

Bien sûr, les scandales politico-financiers ne datent pas d'aujourd'hui. En France, c'est le fonds de commerce du *Canard Enchaîné* depuis la Première guerre mondiale tandis que, en Grande-Bretagne, l'adoption du *Reform Act* de 1867 devait mettre un terme à l'ampleur de la corruption et que, en 1890, le journal japonais *Asahi* écrivait déjà : « Qui achète son élection sera à vendre une fois élu ».

La systématisation de la politique du scandale dans et par les médias

Par contre, ce qui est nouveau depuis les années 1990, c'est la systématisation de l'usage du scandale, dans et par les médias. Les affaires font régulièrement les gros titres des médias et rythment maintenant l'essentiel de la vie politique. Comme les positions idéologiques des partis politiques se ressemblent de plus en plus, les luttes pour capter l'électorat se déplacent sur le terrain des qualités attachées à la personne ou au parti. Discrediter l'adversaire permet alors de remporter une élection. Si les révélations de corruption ne suffisent pas à fragiliser un opposant, on passera à la divulgation de pratiques liées à son comportement – vie sexuelle ou consommation de drogue comme c'est le cas dans les pays anglo-saxons.

Mais, les politiques sont souvent pris à leur propre piège. Berlusconi en est l'exemple le plus caricatural. S'appuyant sur les trois chaînes de télévision qu'il contrôlait, il a fait campagne contre la corruption de la politique, est devenu Premier ministre en 1994 avant de sombrer, deux plus tard, à la suite des affaires révélées par les juges et les

médias. À chaque scandale, ceux-ci dopent leurs ventes tout en gagnant une certaine autonomie politique et en se posant comme acteur incontournable de la politique. Quant aux juges qui leur distillent des informations, ils peuvent, en échange, devenir des héros médiatiques plus ou moins éphémères ou se reconvertir dans la politique tel le juge Thierry Jean-Pierre passé dans le camp du réac Philippe de Villiers.

Des honnêtes gens au pouvoir : ça ne fait toujours pas l'affaire !

Au total, à la délégitimation des politiques voire de la politique, correspond la montée en puissance du droit et de l'éthique, véritables régulateurs du système : la justice doit faire son travail. Pourtant, selon que l'on soit rmiste ou notable, la nature de l'acte délictueux n'a pas la même signification sociale. Dans le premier cas, le vol est ce qui reste pour assurer sa survie, dans l'autre,

le trafic sert à asseoir davantage son pouvoir et sa domination.

Surtout, en se focalisant sur le sens moral des personnes, la justice favorise, certes, une plus grande mobilité du personnel politique, mais les structures politiques subordonnées aux intérêts capitalistes perdurent. Au mieux, à la place d'avoir des dirigeants pourris, nous aurons bientôt d'honnêtes responsables conduisant la même politique d'accompagnement de la régression sociale, le tout glorifié par des médias aussi impertinents que *Le Monde* – qui sort l'affaire Méry, au nom de l'éthique journalistique, et encense les fonds de pension ou la casse des services publics. Créer un statut de l'élu comme le préconisent les Verts, ne changera évidemment rien à l'affaire, même s'il faudra suivre l'affaire de près. Finalement, les affaires peuvent fournir matière à un bon polar, mais ne méritent pas qu'on en fasse toute une affaire !

Guillaume. – groupe Durruti
(Lyon)

**Le Monde libertaire hors série
est en vente jusqu'au 15 février**

EDITORIAL

Depuis quelques temps, on commence à entendre parler du « syndrome de la guerre du Golfe », ainsi désigné par sa particularité de n'être développé en France que par d'anciens militaires, en poste dans le Golfe pendant la guerre. En France notamment, le nombre de cas recensés augmente un peu plus chaque jour, en dépit de l'armée qui ne veut entendre parler de rien. On commence même à évoquer des cas américains qui pourraient cette fois être liés aux conflits en Yougoslavie. Ce syndrome serait la conséquence d'une exposition à l'uranium appauvri. En effet, les américains auraient profité de la guerre du Golfe pour tester de nouvelles bombes, qui en explosant libèrent de minuscules particules d'uranium appauvri qui vont se loger dans les poumons. Les conséquences ? Le développement de cas de tuberculose très particuliers et des lésions cérébrales aléatoires qui peuvent toucher n'importe quelle région du cerveau donc n'importe quelle fonction motrice ou cérébrale. Le résultat est proche des symptômes développés dans la maladie d'Alzheimer.

Dans cette affaire, comme dans tant d'autres, l'hypocrisie règne en maître. En effet, le scandale éclate par rapport aux militaires. Quid des populations, notamment irakienne, qui ont été et sont encore exposées à l'uranium appauvri ? Les militaires seraient les seules victimes de cette boucherie à retardement ? Pour le pouvoir politique, la mortalité infantile, extrêmement importante en Irak, serait le fait de l'embargo imposé à ce pays depuis le conflit. Sans vouloir minimiser l'importance de cet embargo, de qui se moque-t-on ? Leur logique de mort veut faire de nous des cobayes : après les farines animales, les OGM, les États n'hésitent plus à tester des armes toujours plus destructrices. Jusqu'à quand ?

**CHIRAC AU SECOURS
DU FAS MITTERRAND**

JE VOUS
L'ÉCHANGE CONTRE
MA FILLE !



ISSN 0026-9433 – N° 1227

M 2137 - 1227 - 10,00 F



citons : les démocrates-chrétiens en Italie évincés du pouvoir pour cause de relations avec la mafia ; le parti libéral-démocrate au Japon qui a perdu pour la première fois le contrôle exclusif du gouvernement en 1993 à la suite de révélations concernant les liens qu'il

Les libertaires face au négationnisme

Depuis quelques années, le mouvement libertaire se trouve curieusement embarqué sans très bien comprendre ce qui lui arrive dans des débats qui tournent autour du négationnisme. Les médias publient avec délectation des articles sur « les libertaires et l'ultra-gauche », les deux courants étant amalgamés dans leur prétendue adhésion aux thèses révisionnistes. Certains ex-staliniens reconvertis dans l'antifascisme pur sucre partent en croisade contre les alliances des « rouges-bruns » en n'oubliant pas d'y inclure le mouvement anarchiste en s'appuyant sur quelques cas bien particuliers. Les éditions Reflex publient une brochure, intitulée « Libertaires et "ultra-gauche" contre le négationnisme », dans laquelle finalement aucun libertaire ne figure au sommaire. Dernièrement, c'est le cinéaste Jacques Tarnero, dans son film « Autopsie d'un mensonge: le négationnisme » (sortie prévue le 17 janvier) qui donne la parole à un certain Georges Fontenis, militant marxiste-libertaire, pour laisser planer le doute sur la Fédération anarchiste.

Le négationnisme

Le négationnisme consiste à nier tout simplement la réalité du génocide perpétré contre les juifs pendant la Seconde guerre mondiale ou tout au moins à nier l'intentionnalité de celui-ci. Les juifs seraient morts des mauvaises conditions de leur détention, de maladie, de malnutrition, etc., dans ce qui n'était que des camps de travail, mais pas d'une intention délibérée des nazis de les exterminer. Ainsi, les chambres à gaz n'auraient tout simplement jamais existé et seraient le résultat d'une machination organisée après la guerre par un prétendu « complot juif international ». De même, l'un de leurs arguments consiste à affirmer qu'il n'y avait pas de documents prouvant la livraison de gaz vers les camps, ou que les murs des chambres à gaz ne recèlent plus, cinquante ans après, de traces de gaz. Ils affirment également que l'expression « solution finale » du problème juif ne se rapportait pas à leur extermination mais à leur transfert vers l'Est.

On sait pourtant que la solution finale a été décrétée le 20 janvier 1942 à

Wansee pour les juifs et pendant le printemps de la même année pour les Tziganes.

Le cas Rassinier

Après la guerre, c'est, curieusement, un ancien déporté, Paul Rassinier, qui reprend à son compte l'entreprise de désinformation commencée par ses propres bourreaux nazis. Membre du parti communiste en 1922, il se rallie vite à l'opposition de gauche. Exclu en 1932, il fonde avec d'autres la Fédération communiste indépendante de l'Est qui fusionne avec le Cercle communiste démocratique de Boris Souvarine. En 1934 il adhère à la SFIO. Après l'occupation, il participe à la création du mouvement de résistance Libération Nord. Il est arrêté en 1943 par la Gestapo et torturé, puis déporté à Buchenwald puis à Dora, qui étaient des camps où les détenus communistes avaient une grande influence.

Après sa libération il développera une haine féroce contre la direction clandestine de ces camps, essentiellement composée de communistes. Il publie en 1948 un premier livre autobiographique sur les camps, dans lequel il dénonce les violences des kapos qui étaient, selon lui, le plus souvent membres du Parti communiste et qu'il accuse d'avoir été pires que les SS. En 1950, Rassinier écrit « Le mensonge d'Ulysse » et critique systématiquement les autres témoignages sur la déportation, les considérant comme inexacts. On y lit notamment : « Mon opinion sur les chambres à gaz ? Il y en eut : pas tant qu'on croit. Des exterminations par ce moyen, il y en eut aussi : pas tant qu'on l'a dit. » En fait Rassinier n'a objectivement aucune compétence pour juger de la question ; plus précisément son expérience personnelle de la captivité ne lui donne aucune compétence en la matière, puisqu'il était dans un camp où il n'y avait effectivement pas de chambre à gaz.

Rassinier et les libertaires

L'adhésion de Rassinier au mouvement libertaire a été parfaitement opportuniste. Il cherchait désespérément un auditoire et le moyen de se

faire publier. Il a effectivement dupé, abusé beaucoup de gens, et on pourrait faire l'histoire de ses manipulations. Lorsque, en 1950, David Rousset évoque l'existence de camps staliniens, Rassinier envoie au *Libertaire* deux articles sur « Le problème concentrationnaire » qui paraissent le 10 et le 17 février 1950. Dans ces articles, il se limite à montrer que le phénomène concentrationnaire dépasse largement le cadre de l'Allemagne hitlérienne et il dénonce les tentatives de défense de l'URSS orchestrées par Sartre et Merleau-Ponty. Lorsque paraît « Le Mensonge d'Ulysse », en octobre 1950, une vigoureuse réaction contre cet ouvrage se manifeste dans *Le Libertaire*, le 3 novembre et le 15 décembre.

Exclu de la SFIO en 1951, Rassinier adhère à la nouvelle Fédération anarchiste, issue de la scission de 1953. Parallèlement, des articles soutenant les thèses de Rassinier et dont la signature utilise le nom de son lieu de naissance, paraissent dans *Rivarol*, journal d'extrême droite. À l'initiative de Maurice Laizant, une enquête est menée. Rassinier, démasqué, est alors exclu de la Fédération anarchiste. On peut lire en novembre 1964 dans *le Monde libertaire* n° 106 : « Nous tenons à rappeler que depuis 1961 il [Paul Rassinier] n'appartient plus à notre organisation, son attitude nous étant apparue plus que suspecte, et depuis plus longtemps encore il ne collabore plus à notre journal. En conséquence, nous affirmons catégoriquement que nous n'avons rien à voir avec ce personnage qui nous est totalement étranger. »

Ce ne sont pas les thèses révisionnistes de Rassinier qui recevaient un bon accueil dans le mouvement libertaire de l'époque. On oublie qu'il a fait pendant un moment des conférences communes avec David Rousset. Les choses à l'époque n'étaient pas aussi claires qu'elles le sont devenues a posteriori. Avant que Rassinier ne soit démasqué par des militants de la Fédération anarchiste, la presse libertaire – *le Monde libertaire*, *Contre-courant* – informait les lecteurs de ses conférences, mais celles-ci traitaient surtout d'économie et avaient un caractère anticapitaliste. C'est ce que les militants de l'époque retenaient de ses écrits. Ses idées négationnistes n'étaient pas connues, et encore moins publiées par le mouvement libertaire, et c'est parce que certains militants, dont Maurice Laizant, soupçonnaient qu'il développait de telles idées, sous un autre nom, qu'une enquête a été faite. S'il avait développé de telles idées ouvertement, il n'aurait jamais pu faire partie de la « mouvance » anarchiste. On peut dire que le mouvement libertaire a été abusé, on ne peut pas dire, comme veulent le laisser penser certains, qu'il a été irresponsable ou complice. On peut certes faire reproche aux libertaires de leur manque de clairvoyance, cela n'en fait pas pour autant des partisans du négationnisme. C'est

précisément le soupçon de ses sympathies pour l'extrême droite qui a permis à Maurice Laizant de le démasquer.

En 1967, Rassinier change les bourreaux en victimes dans son livre « Les responsables de la Seconde guerre mondiale », où il accuse les juifs d'avoir... déclaré la guerre à Hitler! thème qui est

curieuse tendresse (encombrante pour ceux qui en font l'objet) pour la cause palestinienne. On devine aisément que l'intérêt pour cette cause ne vient que du prétexte qu'elle fournit à l'antisémitisme.

Mais alors que partout dans le monde le négationnisme est une affaire exclu-

**C'EST DANS L'OEIL
AU BEURRE NOIR QUE
SE RECONNAÎT L'ANARCHISTE**



repris notamment par Garaudy dans son livre « Les mythes fondateurs de la politique israélienne ». Les principaux ouvrages de Rassinier seront réédités entre 1979 et 1983 par Pierre Guillaume, issu du groupe « Socialisme ou barbarie » et directeur de la « Vieille taupe », groupe qui n'a strictement rien à voir avec l'anarchisme. Après la mort de Rassinier en 1967, les négationnistes se succèdent, principalement en Allemagne et aux États-Unis, mais aussi en France avec Faurisson ou Henri Roques pour les plus connus où du moins les plus « médiatisés ».

Des négationnistes anarchistes ?

S'il est logique que des fascistes, des pétainistes défendent les thèses négationnistes, on comprend mal pourquoi des gens qui viennent de l'extrême gauche, voire de l'ultra-gauche, ou beaucoup plus marginalement du mouvement libertaire défendent de telles thèses.

Dans l'ensemble, les révisionnistes se situent clairement dans l'extrême droite et sont financés par les nazis nord-américains du *Liberty Lobby* de Willy Carno, ainsi que par certains intégristes islamiques alliés contre leur ennemi commun, les juifs. Le négationnisme reste avant tout une trouvaille de l'extrême droite visant à exonérer le nazisme de la culpabilité du génocide, en relativisant ou en niant celui-ci. L'idée du « complot juif international » ou du « complot sioniste » constitue la toile de fond de toute l'argumentation de ce mouvement, qui se pare d'un antisionisme de façade. L'extrême droite, qui ne se prive pas de développer une haine ouverte contre les Arabes qui vivent en France, se découvre ainsi une

sive de l'extrême droite, la France présente cette particularité qu'une partie des négationnistes est issue de l'extrême gauche. Il convient de faire une distinction entre l'ultra-gauche en tant que courant politique et certains transfuges de ce courant qui ont épousé les thèses négationnistes. Nombre d'opposants au négationnisme ont vite fait de faire l'amalgame. Et ce sont ces mêmes opposants qui tentent aussi d'y amalgamer les anarchistes en instrumentalisant des cas très spécifiques, qui se comptent sur les doigts d'une main, comme celui de Rassinier. Le fait que le communiste Doriot soit devenu fasciste ne saurait être imputé de façon simpliste au communisme en tant que tel. Le fait que quelques juifs défendent les thèses négationnistes ne saurait être imputé à la communauté juive dans son ensemble. Le fait que quelques révolutionnaires soient passés au négationnisme de même. Ce ne sont que de rares exceptions, produit d'un moment donné et d'une histoire particulière et en aucun cas représentatives du mouvement anarchiste et de son idéologie. Laisser penser que l'anarchisme est perméable au négationnisme est une insulte à son histoire et à ses militant-e-s.

Ces remarques n'excluent certes pas la réflexion sur les causes qui produisent de tels phénomènes de transfuges et sur les mécanismes qui font que, à partir d'une théorie que rien ne prédispose au négationnisme, quelques individus y sont brent. Elles n'excluent pas non plus une autre question : pourquoi nombre d'antinégationnistes, qui ne sont pas plus bêtes que d'autres et sont parfaitement capables de faire la distinction entre quelques transfuges et les mouvements dont il ont fait momentanément partie, font-ils délibérément l'amalgame ?

Félix Bula

**lemonde
libertaire**

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	☐ 45 F	☐ 70 F	☐ 60 F
3 mois 13 n°	☐ 105 F	☐ 170 F	☐ 140 F
6 mois 25 n°	☐ 195 F	☐ 310 F	☐ 250 F
1 an 45 n°	☐ 350 F	☐ 530 F	☐ 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse

Code postal Ville
Pays A partir du n°(inclus).

Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Service abonnement : 02 35 84 27 17
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay).
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion N.M.P.P.

Les violences urbaines conséquences des violences d'une société

LORSQUE LES AGRICULTEURS mettent à sac une préfecture ou encore une partie d'un ministère (janvier 1999), on approuve ou non ce type d'actions mais on reconnaît de fait son caractère politique. De même lorsque les patrons routiers en octobre 2000 bloquent l'économie, l'accès à des aéroports..., on reconnaît et on analyse une forme de protestation collective. Par contre les violences urbaines n'ont pas l'honneur de connaître ce même type de statut. Ces violences n'ont pas ce droit et sont relégués à des affaires « de droit com-

muns »... Elles font peur car elles échappent aux mécanismes politiques habituels dans ce sens où elles sont relativement imprévisibles. Ces actions se multiplient, des événements de Vaulx-en-velin en banlieue lyonnaise en 1990, à ceux du Mirail à Toulouse en 1998, aux voitures des 31 décembre de Strasbourg. Et de cette multiplication, on ne peut nier son aspect politique. On ne peut nier l'existence d'une situation émeutière contre des représentants ou des symboles d'un ordre social. Mettre le feu à une voiture, à une date symbolique, est un acte politique. Certes nous

avons un regard très critique sur cette forme de révolte. Parfois même, elle n'a pour origine que l'appât du gain : la société de consommation a un tel attrait que le/la jeune souhaite aussi avoir sa grosse voiture, ses vêtements de marques... et agit avec une logique libérale implacable de réappropriation individuelle avec comme seul souci un enrichissement personnel. Mais nous ne pouvons participer à cette négation collective et médiatique car elle participe à une politique de criminalisation de la misère et des banlieues.

Acheter la paix sociale

Nier les origines de cette violence est le premier outil qui permet de mettre en place des politiques ne s'attaquant pas aux racines du phénomène. Soit on essaie d'acheter la paix civile et sociale par l'intermédiaire de RMI, de concerts (comme le 31 décembre dans les quartiers défavorisés de Strasbourg), de locaux jeunes. On construit des tas de plans avec au bout des financements publics (des DSQ, Développement social de quartier avec Tapie comme ministre de la Ville, des « Grand Projet Ville », des ZEP (Zone d'éducation prioritaire), des zones franches (pour redynamiser l'économie des quartiers)... Mais ces politiques globalement sont vouées à l'échec. Les politiques de la ville sont aujourd'hui soumises aux lois du marché : c'est ainsi que la spéculation immobilière chasse les classes populaires des centres, pour les concentrer dans des quartiers périphériques sans vies. Toutes les villes connaissent de tels quartiers avec des taux de chômage frôlant les 40, 50 %. Cette violence n'est pas une lutte de classe (dans ce sens où elle n'est pas organisée, elle n'a pas d'objectif social) mais elle est de toute évidence une réaction de classes (favoriser par la concentration et les phénomènes de groupes qui en découlent). Et le premier objectif

des pouvoirs est de pacifier cette réaction. Or, si les politiques d'achat de la paix sociale ne suffisent pas, on passe au tout sécuritaire. D'ailleurs les deux politiques se mènent parallèlement. On criminalise la misère (50 % des condamnations pénales sont prononcées à l'encontre de chômeurs et chômeuses). On augmente les effectifs de police (en particulier avec les Brigades anti-criminalité, recrutée parmi les CRS les plus motivés : elles patrouillent en civil dans des voitures banalisées pour souvent faire des contrôles violents au faciès), on impose un éloignement systématique de certains mineurs, on parle de l'instauration d'un couvre feu caché pour les moins de 14 ans ou de la suppression des allocations familiales. Du point de vue juridique, on étend les possibilités de comparution directe... Les « Contrats locaux de sécurité » rassemblent police, organismes sociaux et culturels, pouvoirs locaux afin de réfléchir à cette pacification du territoire afin que les zones géographiques ne deviennent pas un terrain d'expression de lutte de classes en plus de celui de l'entreprise.

Une gauche discréditée

Les politiques de financement, de subvention de la paix ne fonctionnent pas car le lien social est cassé. Au cas où il ait existé ! Au cas où, car souvent les personnes parlent de ce lien social sans même aborder l'objectif politique de ce lien. Or, derrière sa volonté de diffusion de la culture (quelle culture ?) et d'éducation populaire, le centre socio-culturel par exemple a souvent comme réel objectif d'apaiser les tensions sociales d'un quartier. Et l'ensemble de la gauche, ces cinquante dernières années, a eu ce rôle d'encadrement intellectuel des activités culturelles, de manipulation du militantisme. Quelle vision peut avoir le groupe de jeunes, enfants de parents au chômage, rejeté par l'ensemble des dits ser-

vices publics (de l'école par l'exclusion scolaire jusqu'au transport en commun par des tarifs prohibitifs) de ces associations dites de gauche alors que cette gauche a eu les reines du pouvoir quatorze ans ces vingt dernières années. Le discrédit est général. La gauche a montré sa logique politicienne et collaborationniste et ce n'est pas demain qu'elle sera dans une capacité à modifier ce regard.

Notre enjeu de rendre constructive cette révolte afin qu'elle soit porteuse de changement n'est pas pour autant aisé. Cet objectif politique est loin d'être gagné. Car le risque inhérent de ces quartiers, c'est le repli identitaire. Les jeunes issus des milieux maghrébins risquent de se tourner vers la religion musulmane (voir la puissance par exemple des JMF, Jeunesse musulmane française, dans certains quartiers), loin d'être synonyme de liberté et d'émancipation, tout comme le bon Français de souche peut se retourner vers des idées de droites extrêmes...

Oui il y a des raisons de se révolter, mais brûler des voitures (appartenant à des personnes parfois aussi pauvres), frapper au hasard ne fait que du tort et ne fait que renforcer tous les replis identitaires (qu'ils soient nationalistes ou religieux). Notre révolte doit prendre sa source contre les responsables de la misère et de la précarité installée : le capitalisme. Et notre révolte ne prendra de sens qu'en s'organisant contre le capitalisme et ses effets destructeurs, en s'organisant dans les quartiers contre les huissiers, contre des logements trop chers, pour des vrais services publics (gratuité des transports...), pour une réappropriation de notre culture et de loisirs (sans forcément passer par des professionnels, loin de nos réalités et de ce que qu'ils/elles prétendent défendre : l'éducation populaire)... Cette lutte peut sembler longue, dure, incertaine : elle est pourtant indispensable.

Régis Balry. - groupe F.A. de Nantes



Réforme de la justice Les nouveaux juges préservent les vieux intérêts

AU SEIN D'UNE MEME formation politique, on peut aussi invoquer l'héritage d'un prédécesseur incompétent pour justifier un présent peu réjouissant. Ainsi Marie-Louise Lebranchu, remplaçante d'Elisabeth Guigou, se montre peu enthousiaste à la mise en application du projet de réforme de la Justice dont la précédente ministre était l'initiatrice.

Après la grève des avocats, les affaires qui « prolifèrent », cette réforme provoque la grogne des magistrats et des policiers, l'application de tout un pan du projet a d'ailleurs déjà été reportée.

La mise en application de cette réforme prévoit la possibilité de faire appel à un avocat dès la première heure de garde à vue, pour une durée d'une demi-heure, possibilité qui ne sera à nouveau offerte qu'à la vingtième heure d'une garde à vue pouvant durer jusqu'à 72 heures. D'autre part, le suspect a le droit de garder le silence s'il le veut et doit en être informé.

Après les multiples bavures intervenues lors de ces périodes d'isolement, il

s'agit de se conformer au droit européen sur la présomption d'innocence et donner l'image d'une justice transparente. Les avocats qui ont commencé à tester la nouvelle législation n'ont pourtant pas été submergés d'appels, les réticences policières n'y sont certainement pas pour rien. Ceux qui bénéficient d'une pléiade d'avocats à leur service seront toujours les plus à même de bénéficier d'une réforme qui arrive à point nommé alors que les mises en examen d'hommes politiques se multiplient.

Ne pas confondre : plus de juges et plus de justice

Il est également prévu de restreindre la détention provisoire et d'en confier la décision à des juges « des libertés et de la détention » lesquels ne pourront intervenir dans le procès contrairement au juge d'instruction actuel. Les nouveaux juges décideront soit de prolonger la détention, soit d'une remise en liberté. Pour la ministre, ces dispositions doivent permettre d'amener l'impartialité de la justice alors que selon son propre aveu, il

régne aujourd'hui « une justice d'abattage qui touche surtout les personnes les plus modestes », pas besoin des rapports de l'OIP pour être au courant...

Selon le syndicat de la magistrature, en l'absence de moyens engagés, la multiplication des procédures risque surtout de renforcer l'usage déjà fréquent des comparutions immédiates et des jugements expéditifs pour les petits délits (ce qui ne concerne en rien les magouilles financières des élus). Pour les sans-papiers, les petits délinquants, ceux qui usent de stupéfiants, rien de neuf à l'horizon. Alors que la dépenalisation de certains contentieux pourraient permettre un allègement plus que significatif des procédures judiciaires, on continue à jeter en prison des gens qui ne menacent en rien la sécurité d'autrui.

Pendant ce temps, les enquêtes portant sur les détournements de biens sociaux piétinent par manque de moyens. Les réformes en cours ne sont donc qu'un moyen de prorroger l'ordre établi sans changer quoi que ce soit à une justice de classe de plus en plus virulente.

Jean. - groupe Kronstadt (Lyon)

Faits d'hiver Le beurre et l'argent du beurre

Depuis quelques mois, maintenant, aux États-Unis, en France et en Italie, les médias se font l'écho des récriminations de certains militaires ayant fait la guerre du Golfe ou celle de Yougoslavie.

Ces braves gens se plaignent, en effet, de crever aujourd'hui de cancers et de leucémies, et attribuent l'origine de leurs maux aux cocktails de médicaments préventifs (contre des attaques biologiques ou chimiques) qui leur ont été administrés ou à l'utilisation de certaines armes (obus à l'uranium appauvri).

Comme de « vulgaires » ouvriers ces soutiers de la grande muette vont même jusqu'à réclamer des indemnités relatives à ce qu'ils considèrent être des maladies professionnelles et exige que l'on améliore leurs « conditions de travail » en arrêtant d'utiliser certaines armes.

Est-il besoin de le préciser, nos « prolétaires » de l'assassinat institué se moquent comme de l'an quarante des conséquences de la guerre (avec ou sans obus à l'uranium appauvri) sur les populations et les militaires d'en face.

En clair, ces enfoirés revendiquent le droit de pouvoir exterminer les autres sans qu'il leur en coûte quoi que ce soit.

Dans ces conditions on voudra bien nous pardonner de consacrer nos énergies syndicalistes et anarchosyndicalistes à d'autres causes plus « nobles ».

C'est bien connu, les prisons, les tribunaux et les bagnes se construisent tous seuls. Ce sont les patrons qui avec leurs petites mains pleines de bagues construisent les armes qui servent aux prolétaires de tous les pays à s'entre-tuer. Et c'est pour échapper au chômage que les enfants des classes ouvrières signent chez les C.R.S. et prennent plaisir à taper sur la gueule de leurs frères de classe...

Mais, t'es en train d'nous dire quoi, là?

Jean-Marc Raynaud

TGV Lyon-Turin

Juste pour une question de solidarité

POURQUOI LES ANARCHISTES sont-ils contre le TGV Lyon-Turin (et pourquoi pas contre un autre)? Un petit rappel historique d'abord: cette liaison rentre dans les accords européens pour la libre circulation (non des personnes) mais des marchandises, qui date de 1984 (Orwell). Toute unie, la gauche porte le projet depuis cette année-là. (Claude François)

Les chemins de fer français et allemand sont chargés en 1986 de proposer un réseau européen à grande vitesse. Le projet est accepté par la C.E.E. et affiné. Un accord est signé

à Genève en 1991 prévoyant le développement du trafic marchand, avec 30 axes principaux. La théorie du secret est de retour. Aucune information n'est entendue. Le secret est le plus total en France. Et pendant ce temps-là, en Italie. La TAV Spa (TAV = TGV) est créée. Elle a la tâche de projeter, construire et gérer le système du TGV italien. Cette société est initialement possédée pour près de 40% par les chemins de fer d'État et pour les 60% restant par Fiat, Iri et Enil. Par la suite, les chemins de fer acquerront toutes les actions, se chargeant ainsi de chaque risque lié aux éventuels

échecs de l'entreprise mais laissant à ses anciens partenaires la tâche de la réalisation concrète du travail et les gains relatifs. Dans ce cadre, un nouveau tunnel de 54km est prévu pour la ligne Turin-Lyon.

Un projet controversé

Le maire de Chambéry retrouve dans ses vieux papiers le projet du train qu'il amène triomphant au Conseil régional comme étant sa création. Les Verts (et assimilés) sont derrière: il vaut mieux un petit train électrique qu'un gros camion qui pue. Comment transformer un problème? Plutôt que penser à diminuer le trafic des marchandises, ils font dans la gestion du transport et découvrent le feroutage. « C'est super » disent-ils « on est des libéraux propres ».

Pourtant, en Italie, les Verts, les communistes et même le PDS (quasi le PS) sont contre. Dans la vallée de Susse, un groupe d'irréductibles pas gaulois continue à lutter malgré la répression des années passées (procès de Silvano: le 18 janvier 2001 à Turin). Le groupe italien recommence à faire des manifestations. Ils ont ouvert un squat et donnent des infos sur ce qu'il se passe. Au contraire, la vallée française résonne juste de quelques gémissements des maires et habitants touchés par la construction du TGV (coordination Ain-Dauphiné-Savoie qui a sorti un bon article dans *Biocontact* du mois d'octobre). Toutefois, au contraire de la vallée du Somport, la contestation ne sort pas de la vallée, puisqu'elle n'est même pas entendue là-bas.

Maintenant que vous savez en gros comment ça se passe, on va faire un petit bilan de vos connaissances. C'est « qui veut gagner des Millions? »

• Combien y a-t-il de lignes prévues dans le projet TGV-THC (bon, on vous aide THC = train à haute capacité)? Ben, il y en a deux: une qui

part de Dijon, pour les marchandises et une de Lyon, pour les personnes. Elles se réunissent toutes deux pour franchir le tunnel de 54 km.

• Combien de fois le futur train Lyon-Turin s'arrêtera-t-il entre le départ et l'arrivée? On vous laisse un peu réfléchir. Une fois à Chambéry et une autre fois à 80 m sous Modane. Les habitants des deux vallées ne bénéficieront que du bruit, de la pollution électro-magnétique et de la destruction de leur vallée déjà abîmée depuis longtemps par la fabrication d'aluminium.

• Quels avantages les habitants de la région Rhône-Alpes ou ceux du Val Susa vont-ils tirer de ces ouvrages? Aucun, ni travail, ni argent, rien. On gagne 40 minutes entre Lyon et Turin et il faut dépenser 80 milliards de francs. C'est ça, le rapport qualité-prix.

Une exploitation globale

Alors pourquoi veulent-ils tant le faire ce train? Surtout pour les marchandises, qui vont enfin pouvoir visiter les pays très rapidement. Les marchandises circulent vite, on parle de flux tendu. Ainsi, plus de stocks, car ça coûte cher de conserver les marchandises. On produit en fonction du marché, on travaille à la commande. Les conséquences sur

l'exploitation des travailleurs sont bien connues: précarité, flexibilité, annualisation du temps de travail. Plus de marchandises précaires, plus de consommations, de produits jetables. La vitesse du train va avec celle de la société qui rejette et fragilise de façon alarmante une partie grandissante de la population. Les gens survivent avec des aides, comme on donne de la pâtée aux chiens pour ne pas qu'ils mordent leur maître.

Le projet fait parti de cette exploitation globale qui a fait de l'ensemble de la planète son champ et qui y trace des sillons pour toujours plus de plus-value.

Allez chercher loin pour manifester notre solidarité, notre place dans la lutte, c'est oublier qu'à côté de chez soi il se passe des histoires dans lesquelles on pourrait inscrire notre volonté.

Le 28 janvier à Turin les gestionnaires français et italiens vont signer un accord qui nous prendra encore plus de notre vie et pendant ce temps nous préparerons la prochaine, après Nice, manifestation contre la mondialisation (à Davos peut-être).

Pour un collectif contre le TGV Dijon, Lyon, Turin. J, L, V.

c/o Le Laboratoire 8 place saint-Jean à Valence 26000

LE TGV DIJON, LYON TURIN SERA DIRECT!



CHARMAG

Accession à la propriété aux HLM de Paris

Le vol des plus pauvres au profit des plus aisés !

LES HLM DE LA VILLE DE PARIS, CONNUS POUR LE système d'attribution des marchés au profit du financement du RPR, ont passé un cap supérieur dans le détournement de leur mission initiale (l'accession des pauvres à un logement à loyer modéré) en s'orientant vers l'accession à la propriété des plus aisés de leurs locataires HLM.

Le sinistre Michel Bulté (adjoint chargé de l'urbanisme et du logement à la mairie de Paris) renforce l'orientation de l'action des HLM en direction des classes moyennes/supérieures, au détriment des moyens mis pour ceux qui en ont réellement besoin, au prétexte que « faire de l'accession à la propriété, ça ne coûte pas plus cher à la collectivité que de construire des HLM »!

Au total c'est déjà 297 logements qui ont été vendus et livrés dans le cadre de ses « opérations d'accession sociale à la propriété ». Quand on voit les deux critères obligatoires pour bénéficier des ces appartements (être locataire HLM et satisfaire aux plafonds de revenus du prêt à taux zéro: jusqu'à 15 700 francs net mensuels

pour une personne, 20 150 pour deux personnes, 24 591 pour quatre personnes), on "comprend" qu'il y ait eu parfois trois nuits et quatre jours d'attente avant le jour de la mise en vente! Après un délai obligatoire de cinq ans, ces logements (parfois de luxe) pourront être revendus avec une culbute confortable puisqu'ils auront été achetés en moyenne cinquante pour cent moins cher que le prix du marché. Face à l'affluence prévisible aux prochaines ventes, la mairie prévoit de procéder au tirage au sort des candidatures chez un huissier.

Chirac, qui a été 18 ans maire de Paris et qui a organisé la relégation des pauvres hors de Paris, a joué le coup de la fracture sociale le 15 décembre dernier en déplorant, sans honte, le manque de logements sociaux, lors de la convention de la Fédération française du bâtiment. Rien que sur Paris, les estimations officielles font ressortir un manque de 75 000 logements HLM, issu directement de la politique menée par la ville de Paris depuis des années.

Martial. - groupe Kronstadt (Lyon)

ROUEN

La T.C.A.R. ne (nous) roule plus!

Depuis le 19 décembre, 2 syndicats: CGT et FO (CFDT ne s'associent pas) ont déclenché une grève pour exiger une augmentation salariale sur l'année 2000. La direction de la T.C.A.R. (Transports en commun de l'agglomération rouennaise) ne voulait rien entendre sur un éventuel rattrapage mais négocia dans la foulée l'année 2001. Elle lâcha des cacahuètes, à savoir: 1,85% le 1^{er} janvier 2000 et 0,5% au 1^{er} septembre 2001. La majorité du personnel acceptant ces propositions, le travail aurait pu reprendre sur l'ensemble du réseau. Car, au moment des fêtes, des vacances, ça fait sale, un conflit social: la moitié des rames de métro seulement qui fonctionnent, de même pour les bus. Mais la T.C.A.R. est dirigée depuis des années par des managers de choc. De manière récurrente, à pareille époque notamment, les salariés réclament plus de moyens, d'effectifs, de salaires... sans aboutir.

Alors, en cette fin d'année, la direction a fait pire; prétextant des dégradations matérielles commises par des grévistes, elle a entamé une procédure disciplinaire contre 7 agents. La bagarre reprend donc de plus belle avec la moitié des bus à l'arrêt et 30% du trafic métro interrompu. Et ce n'est pas tout! Par solidarité avec leurs camarades, six agents ont entamé le 5 janvier 2001, une grève de la faim. En attendant, le bras de fer continue. Ce samedi après-midi 6 janvier, la direction de la TCAR (dont le capital appartient à Vivendi!) a prononcé le licenciement sans préavis et sans indemnités contre les 7 agents. Après trois semaines de grève, le conflit se développe et de nouveaux préavis de grève ont été déposés pour la semaine prochaine. La grève de la faim de 6 traminots commencée hier se poursuit tandis que la solidarité s'organise notamment avec les cheminots. Des recours seront également déposés aux Prud'hommes.

Hier, un traminot déclarait: « une grève aussi longue et sept menaces de licenciements, je n'ai jamais vu cela en trente ans. C'est le résultat de l'abandon du service public au profit du privé. »

Non à la criminalisation du mouvement social et autogestion de tous les services publics par les travailleurs et les usagers! jusqu'à début février où le groupe de Rouen de la F.A. fera entendre ses propositions pour un vrai service public de transport en commun lors de l'inauguration du T.E.O.R. (Transport Est Ouest Rouen).

Guy. - groupe de Rouen

Vite fait...

■ Pendant les fêtes, la **boucherie continue**. Vendredi 29 décembre, l'armée israélienne a encore assassiné un Palestinien à un poste de contrôle entre Gaza et Israël, ce qui porte à 368 le nombre de personnes tuées depuis fin septembre.

■ Les négociations syndicats-patronat sur les **retraites complémentaires** se sont soldées par un échec ; le MEDEF exigeant le passage à 45 ans de cotisations et une plus grande ouverture du secteur au privé, ... ce qui permettrait aux compagnies d'assurance de récupérer au passage au moins 10% du marché, soit 100 milliards de francs par an. Signalons au passage que D. Kessler, numéro 2 du MEDEF, est également patron de la fédération des assurances.

■ Les **confédérations syndicales** appellent à manifester pour la défense du système de retraite dans toute la France le jeudi 25 janvier. On soutient et on y va.

■ Nouvelle économie et vieilles combines. Les syndicats de Bull (informatique) ont révélé que les résultats de leur entreprise ont été gonflés de 655 millions de francs. Selon la direction, il ne s'agirait toutefois que d'une simple **erreur comptable**. Ben tiens.

■ La Suisse, également appelée la Monaco des alpages, abrite à l'ombre de son **secret bancaire** l'équivalent de 8 101 milliards de francs français appartenant à des clients étrangers.

■ Entre 1998 et 1999, le nombre de domestiques (travailleurs familiaux en nov'langue) a augmenté de 5,5% ; la proportion des moins de 25 ans en **contrats précaires** (CDD, intérim...) est passée de 7% en 1991 à 12% en l'an 2000 ; mais c'est vrai, le chômage baisse.

■ D'après une recherche menée en Grande-Bretagne, les **saumons d'élevage**, tous nourris avec des croquettes animales, seraient contaminés par ce biais au biphenyle polychloré, molécule toxique que l'on retrouve aussi dans la peinture, le plastique et les transformateurs électriques.

■ Le 21 décembre, au large d'Alimini (Italie), 45 réfugiés kurdes irakiens ont été **jetés à la mer** à coup de bâton, lorsque les trafiquants, qui les transportaient, ont aperçu le navire de la douane italienne. Trois d'entre eux sont morts noyés.

■ Les Etats-Unis admettent avoir tiré 31 000 obus à l'uranium appauvri au Kosovo en 1999 et 10800 en Bosnie entre 1994 et 1995. Selon l'administration américaine, il n'y aurait toutefois aucun lien entre l'utilisation de ces obus et les cas de **leucémie** dénombrés parmi les troupes de l'OTAN ayant servi à ces mêmes époques et dans ces mêmes contrées.

... **bien fait**
Envoyez vos brèves à monsieur.
pol@wanadoo.fr

L'anarchisme en Slovaquie

DEUX ORGANISATIONS SUR LE terrain : PA-AKOP et CSAF. Priama akcia anarchokomunisticka organizacia prace (Action directe - Organisation anarcho-communiste du travail, PA-AKOP) a été fondée le 1^{er} avril 2000, né du besoin d'organisation de travailleurs et d'étudiants anarchistes. Nous sommes quatre camarades de la classe ouvrière et plusieurs sympathisants. Nous sommes tous les quatre rédacteurs de *Priama Akcia*, notre journal fondé en juillet 1999, orienté sur les sujets économiques, sociaux et politiques et sur les combats anarcho-communistes en général. Nous sommes à l'heure actuelle, la seule organisation anarchiste se revendiquant de la lutte des classes en Slovaquie, (à l'exception de Solidarita, Organisation des anarchistes révolutionnaires qui compte un membre en Slovaquie.)

Nous avons de bonnes relations militantes avec la section Slovaque de la Fédération anarchiste tchécoslovaque, la Fédération des anarchistes sociaux (AIT-Tchèque) et Solidarita ORA (principalement Tchèque), et nous nous entraînons régulièrement dans nos publications respectives, meetings et actions. La Fédération anarchiste tchécoslovaque-Slovaquie (CSAF) a été créée en septembre 1999. Les parties tchèques et slovaques coopèrent mais sont totalement auto-

nomes l'une de l'autre quant à leurs prises de décision et leurs activités. Nous essayons en ce moment de nous focaliser spécifiquement sur la mondialisation du capitalisme, de commencer une campagne contre l'entrée de la Slovaquie dans l'OTAN et l'Union européenne. Notre collectif opère la plus grande diffusion de magazine, brochures et livres anarchistes ce qui nous aide à construire un réseau de communication efficace dans toute la Slovaquie. La CSAF offre un large espace de discussion et n'est pas aussi fixée idéologiquement que peut l'être par exemple Priama Akcia. Il y a différentes positions sur l'anarchisme vert, la guerre de classe ou le syndicalisme parmi nous.

Informations générales

La situation sociale diffère peu de celle que peut connaître la classe ouvrière en Russie ou en Ukraine. Le taux de chômage est aux alentours de 18% (mais il devrait grimper très vite vu que ce chiffre n'est que le résultat d'un plan gouvernemental stipulant que tout chômeur depuis plus de deux ans doit travailler au moins trois mois pour la communauté. Au cours de la première moitié de l'année 2000, 11,5% de la population slovaque (600 000) vivaient avec moins de 20F par jour. D'après les communiqués des syndicats bureaucratiques officiels, plus

de 60% de la population active vivaient en dessous ou près du seuil de pauvreté. Les syndicats traditionnels font brillamment leur boulot de collaboration avec le pouvoir en renforçant le sentiment d'impuissance, et le fatalisme chez les travailleurs et en effaçant toute conscience de classe. Cela a pour conséquence un manque de confiance de la part des ouvriers quant à leur capacité et de leur pouvoir. L'individualisme et l'altcoolisme sont d'autres conséquence de cet abandon. Pourtant, il reste des travailleurs militants qui essayent de radicaliser les syndicats, bien que cette tactique semble pour l'instant n'avoir pas trop de succès... Cette situation ne nous facilite pas le travail, ne serait-ce que par notre

situation financière. Nos caisses sont vides après la parution du numéro 3 de notre publication. À « l'ouest », les camarades ont leurs propres locaux, imprimeries et autres facilités techniques alors qu'« à l'est », nous avons du mal à nous procurer ne serait-ce qu'un ordinateur. Les conditions sont vraiment difficiles pour nous. De plus notre problème principal est la difficulté que nous avons à nous déplacer pour participer aux luttes sociales. Nous n'en avons tout simplement pas les moyens.

Article co-écrit par le
secrétaire aux relations
internationales de PA-AKOP
et un membre de la section
slovaque de la CSAF.

Seattle, Prague, Nice, Québec : nous ne les laisserons pas tranquilles

Le Sommet des Amériques et de la Zone de libre-échange des Amériques, une espèce d'équivalent américain du Sommet de l'Union européenne à Nice, se tiendra en avril 2001 avec 34 chefs d'État qui se réuniront à Québec en vue de créer une zone de libre-échange qui s'étendrait sur tout le continent des Amériques. Accélération la dégradation de nos conditions et de notre milieu de vie tant social qu'environnemental, ils poussent la logique capitaliste toujours plus loin soumettant nos vies à la loi du plus fort et à la domination de la marchandise. Devant la dépossession systématique de notre pouvoir politique, la résistance s'impose. En avril 2001, un comité d'accueil les attendra : la CASA. Ce Comité d'accueil du Sommet des Amériques est une coalition d'individus, qui suivra les principes suivants : anticapitalisme, lutte contre le patriarcat, refus de la hiérarchie, non-réformisme, autonomie, respect des tactiques qui vont de l'éducation populaire à l'action directe.

Les anarchistes du groupe Emile-Henry, membre de la NEFAC (Fédération communiste libertaire du nord-est), s'investiront à deux niveaux dans l'organisation à la résistance du Sommet des Amériques. À un premier niveau, au sein de la CASA, par exemple, pratiquant l'unité anticapitaliste à la base. À un second niveau, dans l'apparition spécifique des libertaires lors du Sommet lui-même et dans la propagande pré-sommet. La Nefac a décidé lors de son congrès du mois d'août qu'elle s'impliquerait dans le mouvement «anti-mondialisation» afin de le radicaliser et d'en faire un mouvement réellement anticapitaliste (plutôt que seulement opposé à certains aspects du capitalisme).

Source : Groupe Emile Henry

chronique anarcha-féministe Notre ventre nous appartient !

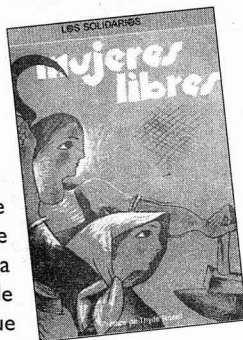
Entre Noël et Nouvel An ; deux fêtes réputées pour les kilos qu'elles nous font prendre, deux actrices américaines très populaires ont été hospitalisées dans le coma pour anorexie... Sur ces dix dernières années ; le nombre d'adolescentes et de femmes souffrant de troubles alimentaires a triplé. Un fait indéniable qui ressort des études sur les personnes souffrant d'anorexie est que 30% d'entre elles ont été victimes de violences sexuelles dans leur enfance. Une seconde explication se trouve dans le modèle unique occidental de la femme belle et maigre, porté par les mannequins et les actrices dont le poids est en dessous du seuil de sous-alimentation d'après les critères de l'organisation mondiale de la santé. Dans tous les pays du monde, des adolescentes et des femmes tentent désespérément de se conformer à ce modèle pour s'assurer une intégration dans une société patriarcale qui impose ses critères. Elles cessent de s'alimenter, fument parce que c'est un coupe-faim, s'obligent à avoir froid et à peu dormir parce que ça brûle les calories, évitent les situations conviviales dangereuses pour les régimes. À 6 ans, des petites filles s'inquiètent déjà de savoir de quoi elles ont l'air en maillot de bain. À 12 ans, 70% d'entre elles pensent qu'elles mangent trop. À 17 ans, 80% estiment qu'elles ne sont pas assez «minces». Pendant ce temps, les nouveaux magazines masculins vantent des corps masculins en bonne santé, musclé voir bodybuildé... Egalité dans l'oppression ou solidarité dans la lutte anti-patriarcale ?

Tania

Lors de la révolution espagnole de 1936-39, plusieurs dizaines de milliers de femmes, ouvrières pour la plupart, prirent leur destin en main dans le tourbillon de la plus grande révolution sociale de tous les temps.

Leur mouvement, les « Mujeres Libres », est tout simplement unique dans l'histoire de l'humanité. Unique, parce que populaire, profondément enraciné dans la lutte des classes et la quotidienneté de l'émancipation des femmes. Unique parce que révolutionnaire, résolument anticapitaliste et humaniste. Tellement unique qu'il a toujours été tu par tous ceux et toutes celles qu'il n'a jamais cessé et ne cessera jamais de déranger.

Mujeres Libres. Des femmes libertaires, des femmes en lutte... des femmes libres. 320 pages, incluant des photos en noir et en couleur. 80 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.



L'AIT en congrès à Grenade (Espagne)

L'Association Internationale des Travailleurs (AIT, internationale anarcho-syndicaliste) a célébré son 21^e congrès à Grenade du 8 au 10 décembre. Une cinquantaine de délégués étaient là, représentant les sections européennes des CNT française et espagnole, l'USI italienne, la SF britannique, la NSF norvégienne ou la FAU d'Allemagne. Mais des membres de syndicats anarcho-syndicalistes de Slovaquie, de la FSA de Tchéquie ou du CRAS de Russie étaient également présents. D'autres continents étaient présents à travers des délégations des WSA des Etats-Unis, Alas de Xué de Colombie, et d'autres encore du Chili et d'Australie. Les sections du Japon, Venezuela ou Nigéria ne purent envoyer de représentants. À cela s'ajoutèrent 200 observateurs de l'Etat espagnol. Le Congrès, qui eut lieu à l'Université Euro-arabe de Grenade, se tint sous le thème : «Contre la globalisation économique, internationalisme prolétarien» et entrepris la tâche d'actualiser le travail de l'AIT face aux évolutions du monde. De nouvelles sections proposèrent leurs candidatures afin d'intégrer l'AIT et des accords spécifiques de travail furent conclus sur des campagnes contre le Plan Colombie (1), ou pour aider des sections en difficulté comme au Chili ou en Russie. Il faut ajouter que les deux jours précédents le Congrès international, la fédération locale de la CNT avait organisé des journées libertaires avec conférences et débats à l'Université de Grenade.

(source : Radio Topo)

(1) sur le Plan Colombie, voir l'article dans le *Monde libertaire* hors série n°17, en kiosque jusqu'au 15 février.

Quelles améliorations pour les Indiens au Mexique? Le combat occulté des femmes de Loxicha

LA LUTTE POUR LA POSSESSION DES TERRES DE LA RÉGION DE LOXICHA (1) dans l'État de Oaxaca, au sud-ouest de Mexico, a provoqué plus de 350 morts en 20 ans. Depuis les années 70, la persécution militaire est constante. Mais il y a quatre ans, le harcèlement par l'armée et la police s'est intensifié et la situation à Los Loxicha est aujourd'hui comparable à celle que vivent les habitants du Chiapas, c'est la « guerre de basse intensité » (2).

Le gouvernement justifie l'oppressante présence militaire par l'apparition d'un groupe armé le 26 août 1996, l'Ejército popular revolucionario (E.P.R., Armée populaire révolutionnaire) a attaqué ce jour-là la Crucecita, à Huatulco, dans l'État de Oaxaca. Cette première attaque de l'E.P.R. a fait un mort, Fidel Martinez, le régisseur d'une hacienda de la municipalité de Loxicha. Le 29 août, une seconde attaque a lieu, qui fait cette fois douze victimes. La répression qui s'abat alors sur la région de Los Loxicha, peuplée en majorité par des Indiens zapotèques, est terrible. L'armée mexicaine, la police judiciaire, la police préventive de l'État de Oaxaca et selon des témoignages, des agents du F.B.I., envahissent les communautés, procèdent à des détentions arbitraires, à des tortures et à des assassinats. Sans preuves, plus de 100 hommes sont incarcérés et condamnés à de lourdes peines de prison. Le 10 juin 1997, les familles des prisonniers décident d'installer un planton sur le parvis du palais de gouvernement de Oaxaca pour réclamer la libération de leurs proches injustement détenus.

Depuis trois ans, ces femmes et enfants maintiennent le planton et, petit à petit, des libérations sont obtenues faute de preuves.

Pour comprendre ce qui a pu provoquer cette escalade de violence, nous nous sommes rendus en août 2000 sur ce planton et Mme Genova Garcia Luna, au nom de l'Union de pueblos contra la repression y la militarization de la region Loxicha, a accepté de répondre à nos questions.

ML: Genoveva, j'aimerais que vous racontiez l'histoire du village de Loxicha.

Genoveva: Le gouvernement et les caciques, propriétaires terriens exerçant un pouvoir économique, militaire et politique sur la population, nous accusent d'appartenir à un groupe armé qui s'appelle l'E.P.R. À l'origine, le problème vient des caciques qui sont originaires d'autres régions et qui, depuis plusieurs années, depuis 1980, entrent dans notre région.

Les caciques ont commencé à s'emparer des terres de ceux qui ne savent pas parler espagnol, pour l'argent, les gens ont été obligés de donner leurs terres aux caciques, à leurs hommes de main. Nous sommes le peuple, nous sommes originaires d'ici et les caciques viennent d'ailleurs, de l'autre côté. Ils obligeaient les paysans à travailler sur leurs terres, ils ne les payaient pas; les gens devaient endurer la loi des caciques. Les caciques ne voulaient pas les payer et si des personnes exigeaient d'être payées, et bien ils les tuaient, ils violaient les femmes.

Durant tout ce temps, les gens ne pouvaient plus supporter tant d'injustice. Les caciques étaient écoutés pendant les années 80, mais après le peuple a décidé de nommer son propre président, élu démocratiquement. M. Alberto Antonio devint président pour trois ans. Et, comme les communautés étaient totalement abandonnées, il décida d'écrire au gouvernement. Il demanda de l'aide pour les communautés, l'eau potable, des écoles pour les enfants, des points de santé.

Tous les trois ans, le président était ainsi élu jusqu'en 1996, lorsqu'apparut un groupe armé à Huatulco et à Oaxaca. Il fut dit que ces groupes étaient dirigés par le président des communautés. Au même moment, le président et toute la population participèrent à une marche pour réclamer des écoles. Le gouvernement,

pour toute réponse, demanda à la population de créer une coordination. Toutes les personnes rentrèrent dans les communautés et, le 25 septembre 1996, l'armée mexicaine, la police judiciaire de l'État et le F.B.I. arrivèrent dans les communautés. Ils mirent des professeurs, des paysans et des étudiants en détention. Il y eut une très forte répression dans les communautés. En une journée, 50 personnes furent incarcérées et le président municipal est toujours en prison. Il est accusé d'appartenir à l'E.P.R. comme toutes les personnes incarcérées.

Ce sont le gouvernement et les caciques qui font circuler le bruit que nous appartenons à l'E.P.R. Nous n'avons jamais vu ces personnes, nous n'avons jamais vu les groupes armés. Nous ne faisons qu'attendre.

ML: Une grande partie des personnes originaires de Loxicha ne parle pas l'espagnol. Les actes d'accusation ont pourtant été validés, signés par les prisonniers...

G: Durant leur détention, la majorité des prisonniers ont été torturés, ils ont disparu deux-trois jours et ont fini par signer des feuilles en blanc. S'ils ne signaient pas ces actes d'accusation en blanc, ils étaient de nouveau torturés, alors ils le faisaient. Tous les prisonniers se sont vus obligés de signer ces feuilles d'accusation en blanc.

ML: Des rumeurs ont eu cours à propos des dons que ferait l'E.P.R. mais cela est en contradiction avec la situation économique des communautés.

G: Nous avons toujours eut conscience que si des groupes armés sont apparus dans différents États du Mexique, c'est en raison de la pauvreté qui existe partout dans le pays. Par exemple dans notre région, nous sommes totalement oubliés par le gouvernement, il n'y a

aucune aide. En fait, il n'y avait aucune aide parce que depuis que nos proches ont été incarcérés, les infrastructures se sont améliorées: le gouvernement a construit des routes pour que l'armée arrive plus vite dans les communautés! Voilà ce que fait le gouvernement aujourd'hui. Pourquoi pas avant? C'est la question: pourquoi le gouvernement ne nous aide-t-il que maintenant? Nous exigeons donc une réponse et de l'aide du gouvernement. Et nous recevons des menaces, nous sommes harcelés par la police.

ML: Quelle est la forme d'organisation du planton? C'est une organisation communautaire? Vous partagez tout le même sol, le même toit, qui est celui du palais du gouvernement, la même nourriture...

G: C'est le seul moyen de survivre ici non? Nous devons manger la même chose, ensemble, partager, parce que dans les communautés à l'heure actuelle...

C'est justement pour ça que nous aimerions que des organisations se rendent dans les communautés. Qu'il y ait une caravane, pour que

qu'une organisation s'approchait de nous, le lendemain ils étaient menacés. Par exemple, les bureaux de la Ligue mexicaine des droits de l'homme ont été pillés parce que c'était les seuls à nous soutenir.

ML: Vous savez que le Mexique est considéré dans le monde comme une démocratie dans laquelle les droits de l'homme sont respectés.

G: Oui mais où est la vérité? Nous avons vu à la télévision, nous avons lu dans les journaux la vérité du président Zedillo. Il affirme que la paix et la tranquillité règnent au Mexique, que nous vivons en démocratie. Mais pour nous qui manifestons ici, c'est la paix? C'est la démocratie? Vivre dans un lieu à la merci des intempéries où on ne peut pas dormir, où on ne peut pas se déplacer librement, ce n'est pas la démocratie. La paix et la démocratie n'existent que pour les familles des membres du gouvernement. Alors que les paysans souffrent jour et nuit dans leurs champs et dans la montagne, eux sont tranquillement dans leurs maisons.

ML: Avez-vous espoir que quelque chose change avec le gouvernement de Vicente Fox?

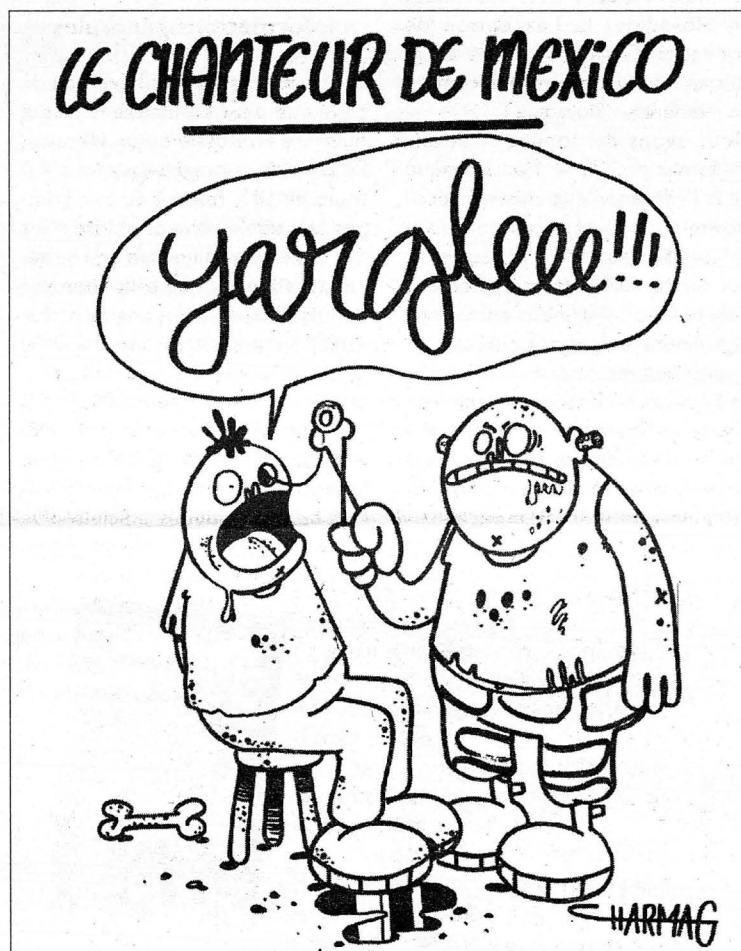
G: Nous n'avons aucun espoir que quoi que ce soit change. Pour nous, c'est exactement la même chose, ils changent de costume, rien de plus. Ce sont les mêmes, ils ont les mêmes idées. Probablement va-t-il y avoir une répression encore plus forte envers les indigènes. Son discours n'est pas correct envers nous, cela va sûrement être encore pire. Nous ne nous laisserons pas intimider par les menaces. Nous savons qu'il en coûtera beaucoup de travail mais nous allons continuer notre lutte. Nous ne nous arrêterons pas avant d'avoir obtenu la libération de nos proches, de meilleures conditions de vie dans les communautés, la démilitarisation de la région et l'annulation des 250 ordres d'appréhension. Notre objectif est de continuer la lutte, et les menaces peuvent continuer, nous n'en avons pas peur.

Entrevue réalisée le 7 août 2000 à Oaxaca par Stéphane Catherine et Séverine Grihaud

(1) Loxicha est une région comptant 35 000 personnes réparties dans 26 communautés.

(2) «Guerre de basse intensité», inventée par les États-Unis et utilisée au Vietnam. C'est une pression exercée sur la population par les moyens les plus variés (Omniprésence militaire, arrestations arbitraires, tortures, introduction de l'alcool dans des communautés, déplacements forcés de population, intimidations, menaces, rumeurs manœuvres de division des communautés, groupes paramilitaires, etc.). Les objectifs de cette forme de guerre sont la destruction de la structure des communautés, l'anéantissement psychologique des populations et la disparition de leur culture.

(3) M. Agustín Luna Valencia (président municipal) a été condamné à 42 ans de prison, M. Fortino Enriquez Hernandez et Abraham Garcia Martinez à 36 ans; Alvaro Ramirez à 38 ans de détention (La Jornada, février 2000)



ML: Et vos terres? Sont-elles laissées à l'abandon ou y a-t-il des personnes qui sont restées pour s'en occuper?

G: Ici les femmes vont et viennent parce qu'elles ne peuvent pas se permettre de laisser leurs maisons à l'abandon. Si elles le faisaient, les caciques en profiteraient pour se les approprier. Depuis le début de la répression nous ne pouvons plus vivre en paix. Il y a plus de 250 ordres d'appréhension à l'encontre des paysans. Ceux qui font l'objet d'un ordre d'appréhension ne vivent plus chez eux, ils se cachent jour et nuit. S'ils rentrent seulement une heure ou deux dans leurs maisons, ils courent le risque d'être arrêtés ou tués. Dans les maisons, il n'y a plus que les femmes et les enfants.

Cela fait maintenant beaucoup de temps que nous luttons et nous avons obtenu la libération de 51 prisonniers. Avant ils étaient 135. Peu à peu, ils les libèrent faute de preuves, parce qu'ils n'en trouvent pas. Mais après ces libérations, ils ont condamné ceux qui restaient. Certains ont été condamnés à 40 ans de réclusion (3).

l'on sache quelle est la situation dans les communautés. On entend très souvent parler du Chiapas et nous savons que la répression est très forte là-bas, mais cela n'est pas le cas seulement au Chiapas. D'autres États sont aussi touchés: Guerrero, Veracruz et ici à Oaxaca. Nous vivons ici jour et nuit, devant le palais du gouvernement. Nous mangeons ici, nous dormons ici, nos enfants jouent ici.

ML: Au travers de l'exemple des zapatistes et de la lutte au Chiapas, il semble qu'il y a une avancée possible. Comme vous le disiez, la présence de sympathisants est très importante. Ils peuvent dénoncer les menaces, être présents et signaler les abus de pouvoir de la part des caciques, des paramilitaires. Il s'agit aussi d'attirer l'attention de l'opinion publique pour que tous les regards ne soient pas braqués seulement sur le Chiapas. Partout où il y a une injustice, il faut la dénoncer.

G: C'est ce que nous voudrions actuellement, puisque nous commençons à obtenir la confiance des gens. Avant, c'était terrible: dès

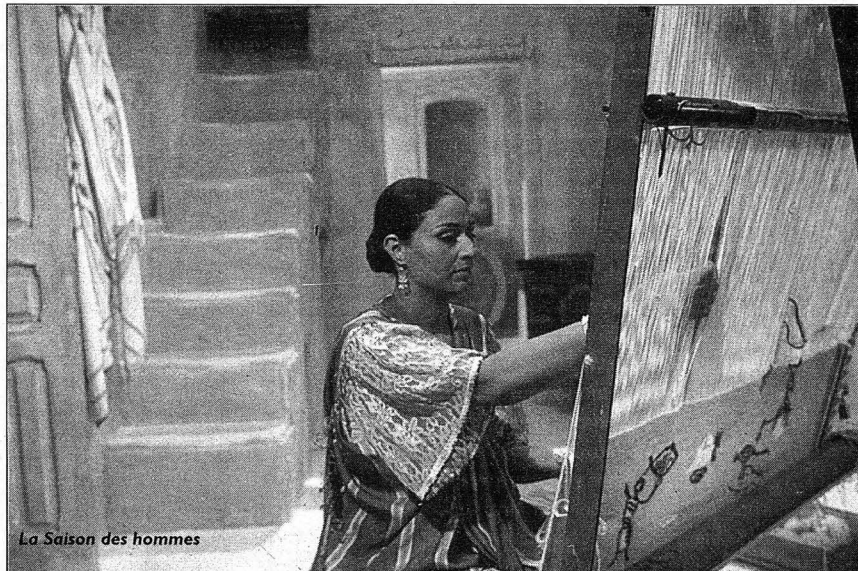
CINÉMA

Marie-Line et les autres... cherche(nt) à faire des ménages

IL N'Y A PAS BEAUCOUP DE FILMS SUR LES FEMMES DE MÉNAGE. Tous les autres s'appellent Ali est un film sublime sur une femme de ménage et sa rencontre avec un travailleur immigré marocain (titre allemand : *Angst essen Seele auf*, La peur mange l'âme). Toutes les femmes de ménage ne sont pas mangées par la peur. La preuve : l'immigrée clandestine dans le dernier Ken Loach, *Bread and Roses*, s'attaquant en tant que « technicienne » à des « surfaces » considérables, dans des immeubles occupés par les bureaux des grands majors. Elle était mexicaine, travailleuse, lutteuse, engagée, donc à soutenir. Si l'on se souvient encore de *Rosetta*, elle était hors de tout, juste une sous-prolétaire, dans ce no man's land avant la conscience de classe, avant le contrat de travail, le travail rémunéré régulier, le travail reconnu, la boueuse, pas syndiquée. Elle n'avait aucune chance de trouver notre sympathie : alors qu'elle avait bien travaillé, qu'elle avait fait le ménage pour elle, pour sa mère et même pour le patron, pour qu'il la garde ! Erreur, elle avait trahi, elle n'avait même pas demandé l'accord du délégué syndical. Désavouée, discréditée, elle était renvoyée à sa pêche clandestine, aux pièges qu'on dresse soi-même ; chassée, punie pour son désir de travail irréprouvable.

Marie-Line, Muriel Robin dans le film de Mehdi Charef, relève encore d'une autre catégorie. Ne serait-ce pas elle, l'archétype de la femme de ménage vache, grosse, moche, sans états d'âme, même si elle dévoile un cœur gros comme ça tout le long du film ? Elle en a des choses à supporter, un patron qui exige droit de cuissage contre contrat de travail, l'adhésion au Front national contre silence sur les pratiques d'embauche sauvage de femmes enceintes, de filles sans papiers et autres personnes qui prennent le travail à nos Arabes comme disait Coluche. Mehdi Charef force le trait et pourtant il fait mouche. Il ne fait pas du casting, il cherche des visages susceptibles de transporter des émotions, des yeux aptes à nous accrocher : ses visages nous parlent : vous vous souvenez de Fejria Deliba, de son court métrage *Le petit chat est mort* (leçon de lecture magistrale pour mamans maghrébines sensibles)... Eh bien Fejria Deliba est un des piliers de ce fragile édifice qui se nomme Marie-Line. Le film est toujours menacé par une cuite, un coup

de folie, une déprime ou l'incongru. Ainsi surgit de la colonne de nettoyage une créature de rêve nue jusqu'à la ceinture, portant des choses sur la tête et se déhanchant en marchant comme une africaine puisqu'elle est censée d'incarner, voir les prospectus publicitaires du supermarché. Que cette apparition insolite ne sert qu'à empêcher que le vil patron ne découvre le pot aux roses, à savoir que les enfants d'une des femmes s'amuse dans le supermarché que Marie-Line et son équipe doivent nettoyer, ne change rien à l'enchantement que procurent de telles séquences.



Marie-Line, le personnage, sert aussi à rappeler des enjeux d'autres films de Mehdi Charef : elle parle aux jeunes dans la cave tout comme le faisait déjà *Le Thé au harem d'Archimède* : les caves de grands immeubles tous semblables qui servent à beaucoup de choses, deals, amours clandestines et l'initiation amoureuse. Mehdi Charef est Marie-Line, comme Flaubert est Madame Bovary. Toutes les misères qu'on fait aux femmes, il les réunit et en fait un feu d'artifice : détresse et fous rires, abandon et solidarité se bousculent dans un joyeux bordel. Le film déborde d'amour pour ses personnages, pour les femmes seules qui assument seules, les pères morts en serrant les

poings. On plaide pour une autre vie, montre les capacités de toutes ces Marie-Line à accomplir des trajectoires humaines.... À mille lieux de ce remue-ménage, Anne-Marie Miéville lève son fouet pour faire bondir son Jean-Luc Godard pour qu'il joue à la « reconciliation ». Le film s'enlise dans un décor Roche-Bobois et se joue même de ses bons acteurs : entretenir une relation, c'est faire le ménage. Mais ce genre de ménage où l'on joue à pleurer, où l'on entretient la crise pour avoir quelque chose à entretenir, résistera aux chiffons de Marie-Line et de son unité de nettoyage. On n'est pas sur les mêmes

paramètres, on n'étreint pas les mêmes vies, mais on s'y accroche de la même façon. Après la *réconciliation* de Anne-Marie Miéville... aimerait bien faire le ménage à tous les étages mais ne balaie que devant sa porte en toute modestie.

En Tunisie, le ménage se fait tout seul : le patron sévère : la tradition, le garde-chiourme, la religion, mais ses kapos, ses contremaîtres qui appliquent les règles inhumaines et les reconduisent sont des femmes et elles sont volontaires. Le second long métrage de Moufida Tlatli, *La saison des hommes*, révèle quelque chose que nous avions trop rapidement rangé dans la catégorie sociale de l'oppression du plus faible par le plus fort. Le haut fait de ce film rutilant de couleurs et de beauté est de dire en toute simplicité que la transmission de la cruelle exploitation des femmes passe aussi par les femmes. Elles la reconduisent de génération en génération. Ainsi la belle-mère opprime sa bru et l'exploite tout comme elle a été exploitée par sa belle-mère. Résolument optimiste, ce film fait ce constat et montre que les femmes ont des res-

sources insoupçonnées, que la création, ici le tissage, permet de mettre la douleur à distance, de tisser l'avenir et d'inventer des formes qui dessineraient des liens plus fraternels. Pour faire passer ce fil de l'espoir, la cinéaste a su trouver un interprète à sa volonté émancipatrice. Le dernier né, le fils tant désiré, va dénouer les fils de sa propre terreur, soutenu par l'amour de sa mère. Il tissera et dénouera ses craintes en accédant à une technique et un art. C'est là qu'il puisera les forces pour exister et pour inventer d'autres formes.

Heike Hurst

(Fondu au Noir - Radio libertaire)

LECTURE

Une histoire du Diable XII^e-XX^e siècle

IL EST UN PERSONNAGE QUI aura habité le millénaire qui s'achève, connu de multiples évolutions, fait couler beaucoup d'encre et de sang, c'est celui du Diable. Notre époque contemporaine semblait l'avoir relégué au rang des accessoires poussiéreux et pourtant, à y regarder de plus près, il n'en est rien. C'est là ce que nous découvrons grâce à Robert Muchembled, historien, qui nous propose un parcours à travers les siècles en le prenant comme témoin.

« L'histoire n'est pas pour moi un musée poussiéreux où dorment des éclats scintillants du passé. Elle est un mouvement, un flux, qui aboutit à nous, modèle chacun, roule sans cesse, brasse la culture d'incessante manière. La culture, c'est-à-dire ce qui unit et sépare à la fois les êtres, trop souvent portés à croire qu'ils décident absolument seuls de leur destin. »

Ce choix du Diable pour revisiter l'histoire du monde occidental est on ne peut plus judicieux, au regard de l'actualité. N'assiste-t-on pas à un regain de faveur de sectes millénaristes nous prédisant l'Apocalypse, ou encore ne voyons-nous pas l'augmentation du nombre d'exorcistes, dernier métier à la mode ?

Plus encore, l'émergence de la littérature fantastique, un genre qui n'a jamais faibli, a été rejoint par le cinéma pour s'en faire l'écho. Le dernier film de Stanley Kubrick, *Eyes Wide Shut*, en est l'exemple parfait. N'y voit-on pas une messe satanique en ouverture de bacheliers orgiaques auxquelles le héros n'a pas le droit d'assister ? Or ce choix n'est pas neutre de la part de ce cinéaste.

Un histoire inachevée

Le Diable est toujours là sous sa forme ancestrale, le représentant du mal, et ce surtout dans les pays d'obédience protestante, comme l'Allemagne, les pays du Nord de l'Europe, ou encore et surtout les États-Unis.

Si l'on reprend la littérature nord-américaine de ses dernières années, on est surpris par le nombre d'auteurs qui font référence au Diable. Ce qui prouve à quel point ce débat entre le Bien et le Mal est criant d'actualité. Parmi les noms qui nous viennent à l'esprit, Hubert Selby Jr, John Edgar Wideman, James Ellroy ou encore John Updike, Tristan Egolf pour n'en citer que quelques-uns. Un univers où les mots Bible, rédemption, pardon, péché, apo-

calypse, enfer, damnation, pulsion démoniaque reviennent régulièrement, plaçant l'homme dans la peur, la peur de la vie et des plaisirs de la chair. Un univers que tous ces auteurs dénoncent car plongeant l'individu vers l'angoisse et la culpabilité, la violence. Pourquoi ces pays, plus que d'autres, sont-ils marqués par ce phénomène ? N'y a-t-il pas corrélation entre ce phénomène et la vigueur de la psychanalyse ? N'y a-t-il pas corrélation entre la vitalité des États-Unis et sa peur du Diable ?

Des questions auxquelles tente de répondre Robert Muchembled, en nous replongeant dans l'histoire de l'Europe, là où est né le Diable. Ce personnage a-t-il la même valeur selon que l'on se trouve en haut ou au bas de l'échelle sociale ? Non, pour les premiers, il est le personnage qui doit faire rentrer les masses dans le carcan par la peur, alors que pour les deuxièmes il est un personnage burlesque qui prête à rire, une sorte de mari cocu dérisoire et pitoyable. Dans cette tragi-comédie qui s'ouvre, ce sont les premiers qui, dans un premier temps, vont gagner, nous laissant en héritage le sérieux et la raison, le mépris de la différence au profit du conventionnel.

Une histoire des mentalités du XII^e siècle au XX^e siècle fort intéressante, qui n'aurait dû être que cela mais qui dérape à trop vouloir tout expliquer du monde d'aujourd'hui sous un seul angle.

« La tension continue concentrée sur l'individu fut et demeure un aiguillon extraordinaire pour le porter au meilleur, parfois au pire. Le cumul de ces énergies produisit la vitalité collective débordante de l'Europe du temps de Christophe Colomb et des grandes découvertes, tout comme elle contribue à fonder l'hégémonie économique et militaire mondiale des États-Unis au début du troisième millénaire. »

Une dérive de l'auteur, dans ses conclusions, qui voudrait nous faire

croire qu'en plongeant dans l'hédonisme, nous aurions perdu, au profit des États-Unis, le sens de nos valeurs ce qui nous aurait conduit à notre perte ! Mais l'hédonisme, il est pour qui ? Et le reste de la planète que devient-il dans cette problématique ?

N'en déplaise à Robert Muchembled, le Diable aux États-Unis est un agent du servage, domestiqué par l'élite alors que de l'autre côté de l'Atlantique il est toujours le rire, seul arme qu'il nous reste pour manifester notre liberté d'être. Ne dit-on pas un rire diabolique...

Boris Beyssi

(Radio libertaire - Le Manège)

Une histoire du Diable XII^e-XX^e siècle. Robert Muchembled. Seuil, 140 F, 404 p.



Vient de paraître, co-édité par les éditions du Monde libertaire et édito-Hudin un CD de Bruno Daraquy interprétant Gaston Couté. *Les Mangeux d'herbe, Jour de lessive, Les absynthes, Les draps sèchent sur le foin, La toinon, L'enfermée, Le gâs qu'à perdu l'esprit, Le petit qui pleure, L'école, Le champ d'naviots, Le gâs qu'à mal tourné, Va danser.*

Les Absynthes. Bruno Daraquy chante Gaston Couté. 126 F (+ port = 139F). En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Ne vous laissez pas démasquer!

Action camouflage, Paris-gare de Lyon

«**Q**UE SE PASSE-T-IL ? » SE demande une dame qui s'est arrêtée devant le groupe masqué stationné devant le QG de vidéosurveillance de la gare de Lyon. « Rien ! Sinon que notre liberté de circuler a eu un accident ! », répond amusé un militant. Jeudi 14 décembre à 18 heures, c'est l'« Action Camouflage » : une quarantaine de personnes ont envahi la salle Méditerranée de la gare de Lyon pour l'action anti-vidéosurveillance à l'appel du CLIFTI (collectif pour les libertés individuelles face aux technologies de l'information) qui regroupe une dizaine d'associations. Sous l'œil des caméras, des masques pour rester hors champ du flicage généralisé. « si on a rien à se reprocher » comme disent certains, défendre la « vie privée » a-t-il encore un sens ? Tous transparents pour mieux être

contrôlés partout ? ce sont les enjeux de l'action. Derrière les masques, une question : « Faut-il vivre cachés pour vivre libres ? » Tous étaient venus revendiquer le droit de circuler librement à l'ère de la transparence technologique. oui, nous avons des choses à cacher, des secrets à garder, des zones d'ombre à préserver, des sur-

prises à faire... Pendant une heure environ, les militants masqués ont arpenté la Salle Méditerranée distribuant tracts et informant les voyageurs affairés qui voulaient bien suspendre leur course... Entouré par les journalistes représentant les téléassociatives parisiennes ainsi que « Nulle Part Ailleurs » pour Canal

+ qui étaient venus les filmés (cette fois avec le son !), le groupe camouflé a démasqué par sa présence le mensonge du tout sécuritaire. Quelques chewin-gums ont même atterri sur certaines caméras, on ne sait comment. Les surveillés pour terminer sont allés... surveiller le PC de vidéosurveillance, conclusion logique d'une action qui en appelle d'autres

« Do you know you are watching ? » : la question était aussi posée le jour même au Times Square à New York par le collectif « Surveillance cameras players ». La question se pose là-bas, ici, partout où les libertés individuelles et collectives sont bafouées sous prétexte de sécurité. La présence de Scott, représentant américain du collectif New-yorkais à Paris ne fait que renforcer l'idée que l'action doit se développer à l'échelle internationale, qu'il faut maintenir le réseau national contre la vidéosurveillance actif (Lyon,

Toulouse, Nîmes, Montpellier et Nantes). La mobilisation des syndicats et d'associations génériques telles que ACI, Droits Devant, G10 - Paris, Sud Télécom 92, Fédération anarchiste, CNT-Informatique, Chiche-Paname démontre la volonté d'un mouvement citoyen prêt à se mobiliser à l'occasion d'actions spectaculaires comme en témoigne également la création en France de la cérémonie des Big Brother Awards (également en Angleterre, Suisse, Allemagne) Action internationale, coordination nationale, mouvement unitaire, le courant doit se renforcer pour maintenant arriver à ouvrir le débat public qui fera reculer Big Brother et ses sbires.

CLIFTI

Collectif pour les libertés individuelles face aux technologies de l'information
c/o 44, rue Montcalm, 75018 Paris. —
clifti@clifti.org — 06 07 72 22 75



Lille : chronique ordinaire d'un Etat policier

VENDREDI 5 JANVIER 2001, À l'occasion de vœux du maire de Lille. Les lieux du pouvoir lillois étaient opaques. Une opacité toute policière. Le Collectif des sans-papiers-59 avait demandé à être reçu. Le maire et la future élue ne reçoivent pas, ils polissent ! Nous avons donc été maintenus à distance par un impressionnant dispositif policier ceinturant tout le quartier de la mairie. Un dispositif que nous avons pu tester en tournant, tels des indiens, autour de cette ceinture policière. Depuis juin 1996, à Lille les sans-papiers, avec plus ou moins de force, sont quotidiennement présents dans les rue lilloises. En novembre-décembre 1999, après l'expulsion municipale des sans-papiers de leur local de lutte au CHRU de Lille, la lutte pour le local a montré la détermination des sans-papiers à rester

visibles et à se maintenir dans le débat politique. Durant cette période des régularisations ont été gagnées, un local provisoire fut obtenu.

Au printemps 2000, l'occupation par 110 sans-papiers de l'IEP de Lille a marqué un tournant : la reprise d'une lutte collective.

La grève de la faim, déclenchée en avril 2000 par les sans-papiers, mais dont la responsabilité incombe aux autorités de part leur obstination à n'entendre que ce mode extrême de lutte, a permis d'obtenir un certain nombre de régularisations, que ce soit celles de grévistes ou de non grévistes.

Ces régularisations arrachées par la lutte ont été cependant des carottes pour compenser les coups de bâtons donnés d'autre part : expulsions violentes, état de siège policier du marché de Wazemmes, manifestations

encadrées de près par les CRS et la BAC, occupation policière de la Bourse du Travail, hospitalisations forcées des grévistes de la faim durant plus de trois semaines, contrôles à tout va, arrestations à domicile de sans-papiers, procès intentés à des soutiens, intimidations judiciaires, policières...

Aujourd'hui, la question du local est à nouveau posée. En décembre 1999, les collectivités territoriales (mairie, conseil général, conseil régional) s'étaient engagées à trouver un local définitif aux sans-papiers. Voilà plus de 6 mois que les délais fixés sont dépassés !

Les sans-papiers, à l'occasion des vœux du maire de Lille, demandaient à être reçus pour rappeler ces engagements.

Christophe

(Comité de défense des droits des sans-papiers)

Une commission Drogues à la F.A.

AL'INITIATIVE DE MEMBRES DES GROUPES F.A. DE Nantes et de Lorient, une commission antiprohibitionniste existe. Depuis déjà plusieurs années des groupes de la F.A. sont investis sur les questions de dépénalisation. En 1993, Jean-Pierre Galland (CIRC) était invité par le groupe F.A. du Mans, Radio libertaire organisait une semaine d'information autour du cannabis... Depuis notre investissement s'est prolongé avec des débats à Lyon, Montpellier, Bordeaux, Nantes, Lorient, Angers, Paris, avec une brochure (aujourd'hui épuisée, mais qui devrait être renouvelée d'ici peu par un livre plus conséquent), deux affiches fédérales (dont la dernière « légalisons le débat » disponible), avec des émissions régulières sur Radio libertaire (« Il y a de la fumée dans le poste »), avec des articles dans *le Monde libertaire* (une vingtaine), avec une participation aux manifestations antiprohibitionniste (18 juin par exemple)...

Nous ne mystifions pas les capacités organisationnelles des usagers (des fumeurs de joints...), nous ne nions pas l'investissement très parcellaire (se contentant seulement de militer pour leur liberté d'usage) d'un certain nombre de militant-es. Nous ne nions pas les risques inhérents des drogues : une dépendance importante (voire totale), avec trop souvent comme conséquence une atomisation de l'individu-e qui l'écarte de toute conscience critique globale (pendant que tu fumes, tu laisses faire les politiques). Mais au contraire, ces bémols, ces critiques que l'on peut apporter ne font que ren-

forcer l'intérêt de notre investissement dans un objectif de politisation et de globalisation de la lutte antiprohibitionniste.

Cette commission (afin de mieux coordonner notre intervention) se construit sur la base d'une lutte contre la criminalisation des usagers.

Nous condamnons la prohibition :

- elle entretient une mafia étatique et privée qui dynamise le marché ;
- elle marginalise les usagers (délinquance, prison...) ;
- elle introduit des produits coupés encore plus toxiques ;
- elle empêche par le mensonge toute politique objective, scientifique d'information et de prévention.

Nous voulons :

- un système coopératif afin que les drogues ne puissent pas devenir officiellement, comme l'alcool et le tabac, un marché juteux ;
- des produits purs et un libre choix sur les produits de substitutions avec une politique de soutien et d'accompagnements ;
- un changement de société car le système capitaliste engendre une société de « consommation », une société toxicomaniacque.

Commission Drogues de la FA

Pour joindre la commission drogues de la F.A. : ACLN, BP 60221, 44002 Nantes Cedex 1

Soutien aux inculpés de Nice

Une souscription est lancée afin de couvrir les frais de justice :

Nom du compte : Le Chat noir turbulent,

Numéro de CCP : 8897 05 U Lyon

Adresse : CNT, Salle 15 bis, Bourse du travail 42028 Saint-Etienne Cedex 1.

Une manifestation de protestation contre la criminalisation du mouvement social à lieu à Saint-Etienne samedi 13 à 15 heures devant la bourse du Travail.

A G E N D A

jeudi 11 janvier

GRENOBLE : Le groupe Jules-Vallès vous invite à une conférence-débat autour de l'éducation, avec la présence d'un des membres de l'école libertaire **Bonaventure**. Rendez-vous à 20 heures à la librairie l'Encre Rage, 6 rue Etienne-Forest. Entrée libre.

vendredi 12 janvier

PARIS : Le groupe La Villette de la F.A. organise une réunion-débat sur le thème du contrôle social, animée par un membre du CLIFTI (Collectif pour les libertés individuelles face aux technologies de l'information) à 20 h 30 à l'Usine, 102, bd de La Villette.

VILLARD DE LANS : Conférence sur l'éducation à 20 h 30 à la Maison pour tous, à l'initiative du groupe F.A. du Vercors.

samedi 13 janvier

SAINT-ETIENNE : Manifestation de soutien aux inculpés de la manif du 7 décembre à Nice à l'appel des Unions régionales F.A. et C.N.T. à 15 heures devant la Bourse du travail.

vendredi 19 janvier

MARSEILLE : Conférence-débat organisée par « Histoire Radicale » avec les témoignages de Pépita Carpena, anarchiste et militante à « Femmes Libres » Jacques Serra, Cenetiste et combattant de la colonne Durutti à 19 h Librairie Paidós 54 cours Julien (1^{er}), métro Cours Julien/Notre Dame du Mont.

lundi 22 janvier

BESANCON : le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste organise une conférence-débat avec Jacques Lesage de la Haye, sur le thème de la prison, à 20 h 30, à la librairie l'autodidacte, 5, place Marulaz.

mercredi 24 janvier

RENNES : Le groupe La Commune organise à 20 h 30, à la Maison du Champ de mars, une réunion publique sur le thème : **OGM, pourquoi résister, comment résister ?**

jeudi 25 janvier

TOULOUSE : Le groupe Albert Camus de la Fédération anarchiste organise une **conférence-débat sur les élections** présentée par Edward Sarboni à 20 h 30 à la FOL au 31, rue des Amidonniers.